

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.
Etranger 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Abonnements d'essai trois mois :
5 francs
Paraît le vendredi

AU PALAIS DE LA MUTUALITE

On ne parviendra pas à renflouer la 2^e Internationale

La deuxième Internationale va tenir un Congrès à Paris au Palais de la Mutualité. L'organe central de la S.F.I.O., le **Populaire**, se montre très discret sur ce Congrès qui, d'ailleurs, ne se déroulera pas d'une manière très publique : On tâchera si possible de régler les histoires en famille, car les difficultés sont nombreuses. Pour des nécessités polémiques Blum ose écrire que l'Internationale socialiste est plus forte que jamais et... il promet des succès futurs en Amérique !

En réalité, le Congrès de Paris ne sera pas du tout une tentative de reconstruction comme celle de Berne en 1919, qui devait finalement aboutir au Congrès de Hambourg en 1923 ; ce sera une tentative pour arrêter la décomposition grandissante au sein de la II^e Internationale. Mais la catastrophe allemande aura ses répercussions imitoyables.

Wels revenant au Bureau de l'I.O.S., après quelques génuflexions inutiles devant Hitler, ce n'est pas la force (apparente) de la social-démocratie allemande d'antan récupérée dans toute l'organisation socialiste internationale. Celle-ci a reçu un coup mortel le 5 mars ; son agonie peut être plus ou moins longue, passer même par quelques moments moins pénibles, mais elle ne peut pas ne pas aboutir à son issue fatale. La social-démocratie dont l'existence est intimement liée à l'existence du capitalisme ne pourra cependant se perpétuer sous sa forme actuelle : tous les médecins habiles, les Otto Bauer, les Fritz Adler, les Vandervelde, etc., n'y pourront rien et tôt ou tard chercheront d'autres recettes.

Dependant que pourra-t-il bien sortir du Congrès actuel ? Si le **Populaire** et la section française de l'I.O.S. se sont montrés discrets, il n'en est pas tout à fait de même de la social-démocratie belge. Vandervelde s'est livré à un assez grand nombre de manifestations journalistiques ; le parti ouvrier belge a adopté une résolution qui, tout en permettant de penser, servira de thème au Congrès. Une diatribe véhémente contre le fascisme ; une affirmation solennelle de fidélité aux principes socialistes, à la supériorité du socialisme sur le capitalisme, enfin et surtout une déclaration de maintien sur le terrain de la démocratie. Pourquoi cet attachement à la démocratie au moment que, de l'aveu de bien des socialistes, la catastrophe allemande trouvait une de ses causes dans la soumission étroite de la social-démocratie allemande, à la démocratie bourgeoise devant un adversaire qui s'en fichait complètement ? Pourquoi cela ? C'est parce qu'au Palais de la Mutualité, on tentera de renouveler la manœuvre du Congrès d'Anvers de la F.S.I. La démocratie servira aux Français, aux Belges, etc., pour la lutte de leurs impérialismes contre l'impérialisme allemand. A Anvers ou à Paris, la manœuvre s'opère avec une certaine habileté ; mais par ailleurs, on s'affiche sans masque. Ainsi, dans la revue **Révolution**, on exhume un article d'Engels sur la rivalité entre l'Allemagne et la Russie tsariste, et avec quelques commentaires filandreux, on essaie d'incorporer le compagnon de Marx au service de la France démocratique contre l'Allemagne fasciste !

Les appels contre le fascisme reflèteront d'une manière complètement déformée la haine des masses socialistes contre le capitalisme. Les phrases de gauche seront vraisemblablement plus nombreuses à Paris qu'à Anvers. Mais, d'une façon générale, les tendances gauches, les tendances révolutionnaires, si confuses et si faibles soient-elles, qui se développent dans toute la social-démocratie, se manifesteront très peu à ce Congrès. Et cela est dû essentiellement au fait que la faillite de la politique de l'I.C. constitue un obstacle au développement politique et organique de ces tendances. De la catastrophe allemande, la bureaucratie staliniste n'a tiré aucun enseignement pour la lutte contre la social-démocratie. Il suffit de lire les articles de Bela Kun, chargé dans l'I.C. de mener le combat « théorique » contre la social-démocratie ; il suffit de parcourir les pages spéciales de l'**Humanité**. Quelques bons arguments et des faits nécessaires à rappeler, des noms qu'il faut cloquer au pilori, tout cela est noyé et compromis dans la phraseologie stupide de la théorie du « social-fascisme ».

Le Comité central du P.C. français vient de lancer une lettre ouverte aux ouvriers socialistes accumulant toutes les sottises stalinistes dans la lutte contre le « social-fascisme ». Au moment où, dans la S.F.I.O. se produit une lutte ardente entre les tendances, où les chefs de celles-ci s'attaquent avec les armes les plus empoisonnées, le C.C. déclare aux ouvriers : c'est une comédie de comédiens pour amuser la galerie. Au lieu d'élargir la fissure, ce qui ne pourrait, en fin de compte, que compromettre durs et mous, droites et gauches, le C.C. n'a qu'un désir : les recoller tout ensemble.

Le C.C. demande aux ouvriers socialistes de faire le front unique. Mais d'une façon

PAINLEVÉ 1925 — DALADIER 1933

A BAS LA GUERRE DU MAROC !

Depuis plusieurs semaines la presse gouvernementale et les autorités militaires n'ont pas pu cacher les pertes subies par les troupes françaises au Maroc. Daladier, ministre de la Guerre, aurait bien voulu cacher les brigandages auxquels il se livre là-bas pour le compte de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Mais les Marocains résistent. C'est par centaines que les soldats français et les indigènes « loyalistes » ont été tués dans des batailles qui vont jusqu'au corps à corps. En fait de « pacification », l'avance des troupes se fait à la grenade, à la mitrailleuse, à coup de bombes d'avion. On assassine en grand afin d'assurer enfin aux Banques la possession et l'exploitation de gisements miniers du Maroc.

Nous ne résumerons pas ici les faits — une bien petite partie — qui ont été publiés par la presse dans ces dernières semaines.

Un fait apparaît clairement : l'Etat-major profite des dernières semaines avant l'automne pour pousser l'offensive pour réduire les rebelles. Pour cela, il est obligé d'engager à nouveau une véritable guerre.

Ces nouvelles opérations sanglantes prennent toute leur signification dans la situation générale présente de l'Afrique du Nord toute entière. En Tunisie la révolte gronde. Le gouvernement français a fait mitrailler la foule à plusieurs reprises. En Algérie, l'effervescence grandit contre les colonisateurs pillards. Dans ces circonstances, la guerre marocaine peut mettre le feu aux poudres.

Le prolétariat français a un devoir impérieux : mettre fin à la tuerie, exiger l'évacuation du Maroc, arrêter la main voleuse et meurtrière des mandataires de la Banque de Paris. Le parti socialiste se contente d'appels vains, de manœuvres de couloir dans l'oreille de Daladier. Quant à l'*Humanité*, elle ne dit rien, et c'est même bien singulier. Elle nous annonce seulement une interpellation de Péri sur les opérations du Maroc. Et « Amsterdam » ? Le mouvement d'Amsterdam est muet, inexistant. Voilà la situation.

Or, il faut agir. La Ligue Communiste posera la question. Nous inviterons les organisations ouvrières à mener l'action qui s'impose. On ne peut plus se contenter d'articles de journaux. Il faut agir. Les travailleurs ne doivent pas être illusionnés par les phrases de gauche du gouvernement. Ils doivent exiger pour commencer la cessation immédiate des hostilités !

Le gouvernement doit ouvrir les dossiers ! Les travailleurs doivent connaître la vraie situation !

Paix, et évacuation du Maroc ! A bas le massacre capitaliste des Marocains !

L. TROTSKY

PERSPECTIVES ALLEMANDES

I. — L'optimisme bureaucratique

Après un incendie il est difficile de s'installer à nouveau. Il est encore plus difficile après une grande défaite politique de trouver de nouveau son chemin. Les partis se reconnaissent battus à contre-cœur, surtout si une bonne partie de la défaite retombe sur leurs fautes. Plus est grande l'étendue de la défaite, plus il est difficile à la pensée collective de se mettre sur de nouvelles positions, d'élaborer une nouvelle perspective et de lui subordonner la direction et les rythmes du travail ultérieur.

L'histoire militaire, aussi bien que l'histoire de la lutte révolutionnaire, connaissent un grand nombre de défaites supplémentaires, qui sont le résultat de ce que la direction, n'appréciant pas suffisamment les dimensions de la défaite principale, tenta de la masquer par des offensives inopportunes. Dans la guerre des tentatives criminelles de ce genre conduisent à une destruction massive de la force vivante, déjà atteinte moralement par les échecs antérieurs. Dans la lutte révolutionnaire tombent victimes des aventures les éléments les plus combattifs, déjà coupés des masses par les défaites antérieures.

L'audace de mener l'offensive jusqu'au bout et la capacité de reconnaître la défaite et de battre en retraite à temps sont les deux faces inséparables d'une stratégie mûre. Une telle union ne se rencontre pas souvent. Au fond il n'y a pas eu dans

nébuleuse. Est-ce d'organisation de base à organisation de base ? Est-ce dans les comités de Pleyel et d'Amsterdam ? On ne le sait pas exactement. Le front unique, déclare le C.C., c'est l'action. Cela veut dire à la fois tout et rien. Mais quelle est donc l'action des Comités d'Amsterdam contre la guerre du Maroc ? La faillite de la politique staliniste, elle éclate à chaque instant dans un nouveau domaine.

Dans la prose du C.C., il y a quelque chose à retenir : « Et sous cette condition, les communistes s'engagent à cesser toute attaque contre vous (les ouvriers socialistes) pendant la durée de l'action menée en commun. » Qu'est-ce que cela signifie d'une façon précise ? La lettre, rappelons-le, n'est pas adressée aux organisations socialistes, mais aux ouvriers socialistes. Cela veut-elle dire que l'ouvrier socialiste qui n'acceptera pas la tactique staliniste, qui ne voudra pas entrer dans les comités Münzenberg-Barbusse sera attaqué, traité de « social-fasciste » ? Est-ce un relent de la théorie des « petits Zoergiebel » ?

En tous cas, le résultat de toutes les manœuvres stalinistes est nul. Une gauche dans le parti socialiste, une gauche qui abandonnera le réformisme, qui évoluera vers le communisme, elle reste à créer et à être orientée. Par suite de la politique staliniste, la lutte dans la social-démocratie se réduit entre des Renaudel et des Déat d'une part, des Blum et des Ziromsky d'autre part.

Pour déplacer le terrain et l'axe de la lutte, il faut que s'exercent sur les ouvriers socialistes l'action et la critique d'un courant fidèle aux principes qui guideront l'I.C. lors de sa fondation. Les stalinistes n'ont su qu'accumuler défaites sur défaites ; ils ne peuvent plus apporter rien d'autre à la classe ouvrière.

La lutte contre le capitalisme, contre son valet, la social-démocratie, ne peut être menée victorieusement qu'avec les principes et les méthodes élaborés dans les premiers congrès de l'I.C. Ce n'est que dans cette voie que pourra s'effectuer le rassemblement des forces communistes : les bolcheviks-léninistes reprendront dans leurs mains le drapeau d'Octobre que les stalinistes ne savent pas tenir.

l'histoire de grande défaite révolutionnaire, après laquelle, pour le moins, une partie des chefs n'a pas tenté d'appeler en avant, en dépit du changement de la situation. Après la Révolution de 1848 Marx et Engels se délimitèrent sévèrement de ces émigrés, qui voulaient tout simplement élargir la défaite comme un épisode occasionnel. Après la victoire du tsarisme sur la Révolution de 1905 Lénine se trouva obligé de rompre avec un certain nombre de ses partisans, qui tentaient comme par le passé de maintenir le cours vers l'insurrection armée. C'est dans la capacité de se réarmer promptement à chaque tournant des événements, que réside la qualité généralement la plus importante de l'école marxiste du réalisme révolutionnaire.

Des modèles d'aveuglement stratégique, qui se font passer pour de la vaillance, l'école des épigones du bolchévisme peut nous en offrir. Si le choix des exemples est difficile, c'est seulement à cause de leur abondance. Quand en automne 1923 le Parti Communiste allemand eut abandonné sans combat le terrain à l'adversaire et apporté ainsi une profonde confusion dans les rangs du prolétariat, la direction de l'Internationale Communiste proclama en Allemagne le cours de l'insurrection armée. Au cours des deux années suivantes la politique de petites aventures émaissa plus les nerfs de l'avant-garde prolétarienne que la grande défaite. Quand Chang-Kai-Chek, en qui la direction de l'Internationale Communiste s'était obstinée à voir son allié sûr, écrasa les ouvriers de Changhai et que le second allié, Van-Tin-Wei, noya dans le sang le mouvement des paysans, le Présidium de l'Internationale Communiste jugea le moment opportun de déclarer que la révolution chinoise « s'était élevée à un stade supérieur ». Le cours vers l'insurrection armée, qui en découla, conduisit à l'héroïque aventure de Canton en décembre 1927 et à une série de tentatives moins importantes, mais suffisamment néfastes, qui terminèrent tragiquement la révolution chinoise.

La catastrophe actuelle en Allemagne est assurément la plus grande défaite dans l'histoire de la classe ouvrière. D'autant moins peut-on différer actuellement un tournant aigu de la stratégie ; mais d'un autre côté, d'autant plus opiniâtre est la résistance de la bureaucratie du parti. Elle qualifie de « défaitistes » non pas ceux qui ont causé la défaite, — elle devrait se donner elle-même ce qualificatif, — mais ceux qui tirent les conclusions politiques indispensables de la réalité de la défaite. La lutte qui se déroule actuellement autour de la question du développement politique de l'Allemagne a une importance exceptionnelle pour le sort de l'Europe et du monde entier.

Dans la suite des idées actuelles nous laissons de côté la social-démocratie : le putréfaction répugnante de ce parti ne lui laisse aucune possibilité même pour des manœuvres de prestige bureaucratique. Les chefs ne tentent même pas de faire croire qu'ils ont des idées ou des plans. Après avoir définitivement perdu la tête politiquement, le souci est de sauver leur tête physiquement. Ces gens ont préparé leur défaite infâme par toute leur politique dès le début de la guerre impérialiste. La tentative de l'ancienne direction émigrée à

Dans quelque jours paraîtra en brochure : **Que s'est-il passé en Allemagne ?**

Marxisme contre Stalinisme

Un recueil et une confrontation des textes sur l'évolution des événements d'Allemagne. Prix de l'exemplaire 0 fr 50
10 exemplaires 4

Ce n'est pas une interpellation parlementaire qu'il faut contre la guerre du Maroc...

C'est l'action de toutes les organisations ouvrières exigeant :

la paix,
la cessation du massacre,
la fin de l'occupation !

REPONSE AUX CALOMNIATEURS

Pour la défense de Trotsky

Un camarade nous apporte une souscription de 71 fr., recueillie parmi les ouvriers des T.C. R.P. avec la précision suivante :

« Les ouvriers de la mécanique Atelier Central T.C.R.P., ex-souscripteurs du P.C.F., écœurés des articles de l'*Humanité* sur le camarade Trotsky, adressent leurs oboles à l'opposition de gauche ».

Voilà une belle réponse aux calomnies des Darnat et aux provocations conjuguées des gardes-blancs !

Ces Messieurs défendent et défendent jusqu'au bout sur l'ordre de Staline, la politique du socialisme national. Ils deviendront toujours plus ouvertement les adversaires de la révolution internationale. Mais leur abjecte campagne contre Trotsky les démasque complètement !

Nous avons aussi reçu une lettre d'un ouvrier de chez Renault qui nous parle de l'indignation des métallurgistes contre les attaques envers l'un de leurs dirigeants d'Octobre, et de leur mépris pour les chefs et les vantardises de Litvinov. Voilà des témoignages qui nous sont précieux.

Le "Temps" du Comité des Forges parle du "trotskysme"

Le *Temps* du 13 août a reproduit un télégramme de son correspondant de Moscou, que nous recommandons à l'attention de tout communiste qui pense. Le télégramme paraît pour ainsi dire rédigé dans la chancellerie de Staline : Trotsky « ne rentrera en aucun cas en Union Soviétique » ; « Trotsky n'a jamais été ami des paysans » ; « aucune conciliation n'est possible entre la politique de la révolution permanente de Trotsky et la politique de... la construction du socialisme en un seul pays » ! Tout ceci est communiqué, bien entendu, non pas pour intimider, mais au contraire, pour tranquilliser l'opinion publique de la bourgeoisie française.

Pour duper les ouvriers étrangers, Staline ordonne d'imprimer dans les journaux communistes officiels d'Occident que Trotsky est l'alle, le soutien et l'espoir de la bourgeoisie mondiale. Mais le correspondant du *Temps* s'applique à donner l'assurance à la bourgeoisie française que Trotsky « est aussi dépourvu de programme que de troupes et que son nom n'évoque plus aucun écho dans les foules russes ».

Autrement dit, l'organe du capital financier non seulement ne cherche pas à exagérer l'influence de son soi-disant « allié », mais tranquillise, au contraire, la bourgeoisie française en l'assurant de la victoire complète et définitive du socialisme-national sur la révolution permanente. Le sens politique du télégramme du *Temps* prend toute sa signification en liaison avec le voyage d'Herriot en U.R.S.S., et, en général, avec la politique de rapprochement entre la France bourgeoise et la bureaucratie staliniste.

Dependant, ce qui est le plus remarquable dans le télégramme, c'est sa conclusion : « On nous affirme de source parfaitement autorisée, que même au cas où il (Trotsky) signerait, comme ont fait Kamenev et Zinoviev, une lettre de repentir... il serait impossible de lui accorder l'autorisation de rentrer dans l'Union Soviétique. » Pour toute personne qui n'est pas politiquement illettrée cela veut dire : Staline (la « source parfaitement autorisée »), donne l'engagement formel à l'agent du capital financier français de ne pas admettre Trotsky en U.R.S.S., même si le signe une lettre de repentir ! « D'ailleurs, ajoute en passant le correspondant, il n'est nullement dans le caractère de Trotsky de signer une pareille lettre ».

Le *Temps* laisse prudemment de côté la contradiction : si Trotsky n'a ni programme ni troupes, s'il est étranger aux masses, pourquoi serait-il donc « impossible de lui accorder l'autorisation de rentrer dans l'Union Soviétique », même si le se repentait ? Le correspondant expérimenté, qui observe la discipline politique, n'a pas posé de questions épineuses à sa « source autorisée ». Pour cette fois, l'engagement catégorique de Staline lui suffit ; que la Bourse de Paris ne craigne pas le rapprochement avec Moscou ; « Trotsky en aucun cas ne sera admis en U.R.S.S. ! » Staline en faisait serment hier à Hitler, aujourd'hui au Comité des Forges.

Encore une fois : que les stalinistes réfléchissent sur ce document politique significatif. Ce n'est pas un bavardage de la presse des boulevardiers. Ce n'est pas pour rien que Jaures disait un jour : « Le *Temps*, c'est la bourgeoisie faite journal. »

Le front unique en Angleterre

On connaît les déboires des stalinistes en Angleterre. Ils espéraient fusionner avec l'Indépendant Labour Party... Malheureusement, les éléments du travaillisme anglais qui évoluent à gauche n'ont que peu de confiance dans les bureaucrates stalinistes, guère plus que dans les chefs travaillistes d'Empire.

Rien d'étonnant si la critique de l'opposition de gauche porte ses fruits, et si un courant se dessine dans l'I.L.P. en faveur de nos idées. Voilà ce qu'en dit la *Correspondance Internationale* :

« Si l'on analyse en fait les arguments apportés contre l'Union de l'I.L.P. et de l'I.C. et contre la création d'un seul parti révolutionnaire en Grande-Bretagne, on voit que ce sont des arguments qui coïncident avec les calomnies des droites et des trotskystes contre l'I.C. En effet, la collaboration de certains leaders locaux de l'I.L.P. qui attaquaient l'I.C. avec un petit groupe de trotskystes exclus est manifeste. » (N° 64-65, p. 772.)

Bien entendu, il ne s'agit pas de calomnies, mais d'arguments !

AVANT LE REFERENDUM

Les staliniens veulent livrer la Sarre à Hitler!

Le sacrifice sanglant de la classe ouvrière allemande ne suffit déjà plus aux aventuriers de la centrale du P.C.A. Ils sont tout prêts à commettre un nouveau crime, crime qui sera le déblocage de leurs actes antérieurs et qui démontrera leur capitulation inconditionnelle devant les phrases nationalisées des nazis.

La négation du facteur international dans la politique prolétarienne et la course à l'exploitation des instincts chauvins en commun avec les nazis font partie des raisons essentielles de la trahison de classe du P.C.A. « Rompre les chaînes de Versailles », la « Révolution nationale et sociale », le front unique avec le parti national-socialiste lors du « plébiscite rouge », le flirt avec des officiers déçus et des assassins d'ouvriers notoire (le major Giesecke qui trahit par la suite tout l'appareil), tout cela sont des étapes importantes du calvaire des ouvriers allemands. La réalisation conséquente d'une telle politique, basée sur un nationalisme mal compris devait nécessairement conduire à la capitulation.

Le Parti vert à présent perpétuer cette ligne par son attitude dans la question de la Sarre, qui constitue la chose la plus monstrueuse que peut s'imaginer un marxiste et un internationaliste. La classe ouvrière du monde entier doit savoir de quoi est capable une bureaucratie complètement dégénérée. Il ne s'agit plus ici de divergences théoriques ; non, il s'agit d'un crime de droit commun.

Le territoire de la Sarre, qui est appelé, par voie de référendum à décider en 1935 de son avenir politique, est placé depuis le traité de paix sous le protectorat de la Société des Nations. Le référendum donne à la population trois possibilités d'exprimer sa volonté, c'est-à-dire : 1) le statut quo, c'est-à-dire l'autonomie ; 2) l'incorporation à la France ; 3) le retour à l'Allemagne.

Etant donné la composition sociale de la population sarroise (prépondérance de l'industrie minière) il n'y a aucun doute que les voix ouvrières joueront un rôle décisif. Il est tout aussi évident que la classe ouvrière, ne songe pas à apporter à l'impérialisme français qui déjà se plaint d'indigestion une bouchée aussi alléchante. Cette possibilité est donc exclue.

La bourgeoisie est donc aujourd'hui déjà mise au pas du troisième Reich. Le Centre aussi, et cela n'étonne personne. Ce qui est plus important, c'est la social-démocratie. Pendant des années ils étaient les premiers à préconiser le retour à la patrie et il n'y avait pas une fête officielle en Prusse, où, en présence des ministres social-démocrates, on aurait manqué d'entonner énergiquement les rengaines patriotiques relativement à la fidélité allemande, des ouvriers sarrois. Mais aujourd'hui, on grâce à la collaboration active de la social-démocratie, Hitler est au pouvoir et envoie les ministres patriotes dans les camps de concentration, les social-démocrates de la Sarre se voient contraints de réviser complètement leur point de vue. Ils lancent le mot d'ordre de l'autonomie, ce qui est parfaitement juste, car c'est un mot d'ordre qui ne manquera pas d'avoir des effets même sur une large partie de la petite bourgeoisie. Et les communistes ? La fraction stalinienne régnante dans l'I.C. lance le mot d'ordre : RETOUR A L'ALLEMAGNE ! La motivation de cette politique véritablement sadique est la suivante :

D'abord Hitler ne sera déjà longtemps plus au gouvernement en 1935 (!). Selon toute probabilité (!) nous aurons alors une Allemagne soviétique. Mais même si l'Allemagne devait encore être fasciste les ouvriers doivent à plus forte raison retourner au sein du Reich pour renforcer le travail révolutionnaire pour la chute du fascisme. Il ne faut pas éveiller la tendance séparatiste chez les ouvriers et les couches moyennes sympathisantes.

Cette motivation a été présentée à l'auteur de ces lignes comme authentique par un dirigeant politique autorisé du P. C. de la Sarre. On peut voir dans la presse du parti que cela correspond à la réalité et dans la première semaine d'août encore l'Humanité a publié un article qui défend le même point de vue.

Toute cette motivation est anti-marxiste, hypocrite et ridicule. En réalité, on tient avant tout et à tout prix à n'être pas moins nationaliste que les nazis. Il peut y avoir des gens qui croient qu'en effet en 1935 le fascisme sera remplacé par la dictature prolétarienne. La bureaucratie incapable nourrit cette croyance par la quelle elle peut remplacer son absence de perspective réelle par un optimisme mal fondé. Elle poursuit par là la ligne de l'I.C. dont le représentant allemand le lamentable et indésirable Heckert peut, par le poste émetteur de T.S.F. de Moscou traiter de capitulards et de défaitistes tous ceux qui ne croient pas à l'octobre rouge pour 1933.

Car les représentants du P.C.A. furent toujours de ces « marxistes » qui n'ont jamais eu l'idée qu'une révolution est l'affaire de la classe ouvrière, mais ont toujours attendu qu'un autre commence. Le 20 juillet, ce devait être le parti socialiste, et maintenant les prolétaires mécontents des sections d'assaut. Ces « chefs » ne voulaient pas comprendre que c'est leur parti qui devait mener le combat au moment décisif. L'espoir en une chute rapide du fascisme dénote l'absence complète d'un point de vue de classe ; mais exiger des ouvriers sarrois de se rendre volontairement dans les prisons fascistes, cela relève uniquement du crime.

Quotidiennement des ouvriers sont assassinés, fusillés, pendus en Allemagne. Des dizaines de milliers sont torturés et maintenus en prison dans des conditions inhumaines. Tout distributeur de tract est menacé de mort. L'Allemagne fasciste est une grande prison et une chambre de torture effrayante pour le prolétariat révolutionnaire. Et des gens qui se disent communistes (quelle honte !) veulent livrer à cette misère les ouvriers de la Sarre !

Un parti qui se veut duquel la pensée internationaliste devrait figurer au premier place, qui se revendique aujourd'hui encore de Lénine, Liebknecht et Luxembourg, est tombé si bas que pour obtenir les louanges de la bourgeoisie pour son caractère national il s'apprête à perdre toute une population ouvrière !

A juste titre ce parti doit être jeté aux rebus de l'Histoire ainsi que l'Humanité qui défend cette politique et qui dans le cas Trotsky par son front unique avec l'Ami du Peuple et le Volkischer Beobachter a amplement démontré sa qualité.

Le fascisme hitlérien tient entre ses mains tous les leviers du pouvoir. Il a pénétré dans la vie politique jusqu'au dernier veuilleur de nuit. Jamais encore dans l'Histoire moderne, des hommes d'Etat n'ont concentré un tel degré de pouvoir, entre leurs mains que les fascistes allemands. Dans ces conditions, la révolution prolétarienne est une tâche opiniâtre et de longue haleine. En 1931 Trotsky écrivait :

« Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera sur vos crânes et vos épaules comme un tant d'épouvantable. Le salut n'est que dans la lutte sans merci... »

Et en janvier 1932 : « Le fascisme est un système d'Etat particulier, fondé sur la destruction de tous les éléments de la démocratie prolétarienne au sein de la société bourgeoise. La tâche du fascisme ne consiste pas seulement dans la destruction de l'avant-garde prolétarienne, mais aussi à maintenir l'ensemble de la classe dans un état d'éparpillement imposé par la force. Pour cela la destruction physique de la classe ouvrière révolutionnaire est une chose insuffisante. Il s'agit de détruire toutes les organisations autonomes et libres, tous les points d'appuis du prolétariat et d'établir le résultat du travail de

trois-quarts de siècles de la social-démocratie et des syndicats. »

Tout cela s'est vérifié rigoureusement, et la faute en incombe aussi au P.C.A. Il est d'autant plus ridicule de vouloir faire croire que le nombre relativement petit des ouvriers de la Sarre est indispensable à la chute du fascisme, et que pour cela il faut les livrer à la terreur. Les actions héroïques de petits groupes qui remplissent leur devoir révolutionnaire mieux qu'un Heckert, représentent les derniers cadres de vœux révolutionnaires décidés qui persévèrent sur un champ de bataille que l'état-major a depuis longtemps livrés à l'ennemi.

Le nombre de ces véritables héros devient toujours plus petit décimé tous les jours par l'appareil sanglant et enragé de la terreur blanche. L'organisation de l'insurrection contre le fascisme est une tâche que la bureaucratie stalinienne ne sera jamais à même de remplir.

Le mot d'ordre pour les ouvriers sarrois ne peut donc être que celui de voter pour l'autonomie ! La classe ouvrière n'a pas à se soucier du fait que pour la bourgeoisie cela peut être du séparatisme. Ses intérêts ne sont déterminés que par les faits réels. Dans la Sarre elle a à sauvegarder sa vie et son bien devant des voleurs et des assassins. C'est là sa tâche immédiate.

Au cours des dernières élections dans la Sarre (juillet 1933) les communistes staliniens ont été lousés par le Volkliche Beobachter et par l'Angriff pour leur attitude dans la question du vote ; ce fait devait ouvrir les yeux au dernier des ouvriers et le déterminer dans l'intérêt de sa classe à ne pas obéir aux mots d'ordre du P.C. Il n'est jamais bon d'obtenir des compliments de l'ennemi de classe. Cependant les bureaucrates s'en iront à l'étranger au dernier moment pour ensuite reprocher aux quelques ouvriers qui auront peut-être réussi à fuir la terreur d'être à Paris. C'est une chose que nous avons déjà vue. Même les staliniens ne croient pas à la reconnaissance des Hitler-Goering.

L'O.G. doit entreprendre en toute clarté et avec grande énergie la lutte contre la politique criminelle du P. C. dans la Sarre. L'O. G., en porte la responsabilité devant l'Histoire en tant que direction marxiste conséquente du nouveau parti ouvrier allemand. Aidons de toutes nos forces les ouvriers de la Sarre avant qu'il ne soit trop tard, avant que des individus dégénérés ne les livrent à une mer de sang et de larmes.

Encore un « ami » de l'Union Soviétique : Le maréchal Pilsudsky

La nouvelle orientation de la politique extérieure du gouvernement soviétique, qui s'est exprimée par des pactes de non-agression et de délimitation de l'agresseur avec la France et ses vassaux, a déterminé une série d'actes amicaux entre la dictature de Pilsudsky (le gardien fidèle de la civilisation occidentale) — selon Paul Boncour — et la bureaucratie stalinienne.

Après les pactes de rapprochement signés sous le haut patronage de l'Quai d'Orsay vient le tour des visites et des réceptions des représentants de la soi-disante opinion publique des deux pays, les réceptions des autorités militaires, l'échange de gentillesses et de compliments, etc...

La plus significative de ces visites fut la visite du grand révolutionnaire qui fut dans le passé Karl Radek, qui en qualité de rédacteur du plus grand quotidien soviétique Ivestia est venu en Pologne sur l'invitation du journal officiel de Varsovie Gazeta Polska et du gouvernement polonais.

Cette visite qui a suivi les succès de Litvinov, fut présentée par la presse stalinienne (voir l'Humanité) comme témoignage du changement de rapport des forces sur l'arène internationale en faveur de la classe ouvrière et de l'Union Soviétique.

Appelons d'abord les exploits du renégat. Salué par toute la presse réactionnaire qui pendant quelques semaines ne cessa de photographier l'honorable rédacteur et de publier ses déclarations, reçu par Miedzinski, directeur de la Gazeta Polska, l'homme de confiance de Pilsudsky le bureau, reçu par les autorités municipales et gouvernementales, Radek, communiste polonais, l'ancien ami de Rosa Luxemburg (c'est lui qui représentait la social-démocratie polonaise aux conférences de Zimmerwald et Kientahl en 1915 et 1916) a traversé la Pologne en long et en large, a visité les centres industriels et passa même un jour chez sa mère à Tarnow dont il est originaire.

Son discours le plus remarquable fut prononcé à Gdynia, le port de guerre polonais, construit avec les capitaux français pour concurrencer Danzig et, selon les écrits staliniens (qui datent il est vrai d'il y a deux ans !) pour préparer la guerre antivoïvotique ! Radek qui a apposé son paraphe dans le livre d'or de la ville, a salué l'œuvre polonaise, les auteurs de guerre polonaise, et a déclaré philosophiquement que « la mer peut unir ! » Comme on ne voit le langage fut très correct et la censure pilsudskyste n'eut pas à intervenir.

Le parti stalinien ne dérangeait pas non plus ce flirt. Il n'a pas organisé de démonstrations pour saluer le représentant du prolétariat, qui était déjà salué par... le gouvernement.

Les staliniens qui dans leur presse n'ont pas soufflé un mot sur les déclarations de Radek, publiées par toute la presse bourgeoise polonaise (ils se sont seulement remarqués par une campagne contre le voyage de « contre-révolutionnaire » Trotsky) et, qui veulent cacher ses déclarations devant l'opinion du prolétariat international et surtout devant l'opinion des ouvriers polonais nous diront que tout cela ne compte pas. C'est de la diplomatie et les communistes, membres du parti, qui ont d'autres choses à faire et ne sont pas pour le moment des diplomates n'ont pas à s'en préoccuper. La diplomatie soviétique cela fait un, et la lutte prolétarienne cela fait deux et les « trotskistes » pour le besoin de leur travail contre-révolutionnaire veulent mélanger tout.

La diplomatie ? Oui, nous comprenons sa nécessité jusqu'au moment où l'état soviétique est entouré d'Etats bourgeois avec lesquels il est obligé d'entretenir des relations. Mais la diplomatie prolétarienne doit tenir compte de l'opinion du prolétariat international et de ses intérêts fondamentaux. Pour plaire aux diplomates bourgeois et pour se rapprocher d'eux on a pas le droit de compromettre l'autorité de l'état soviétique auprès du prolétariat international.

Qu'on nous montre un exemple de pareilles déclarations du vivant de Lénine qui comprenait lui aussi la nécessité de la diplomatie, et même des concessions envers la bourgeoisie ! Il n'y en a pas ! Mais les bureaucrates staliniens se fichent pas mal de l'opinion du prolétariat international qu'ils se croient toujours en mesure de tranquilliser par quelques mots d'ordre radicaux. Ce qui compte pour eux surtout ce sont les bons rapports avec les états capitalistes qui permettront de réaliser le « socialisme dans un seul pays ».

Mais Radek fut dépassé par un autre diplomate soviétique également communiste polonais, Hanecki. Hanecki, en qualité de représentant du gouvernement soviétique, c'est-à-dire de Staline, a au cours d'une audience officielle remis à Pilsudsky les documents de la police tzariste concernant son ancien passé révolutionnaire.

TRIBUNE DE DISCUSSION

Sur le problème des nouveaux partis

La thèse politique proposée par la C. E. posait la question de notre attitude vis-à-vis des partis staliniens. Nous publions ci-dessous un premier document qui pose dans toute son ampleur la question de la rupture définitive avec l'Internationale Stalinienne. C'est une lettre du camarade Bauer au Secrétariat International de l'Opposition. D'autres documents qui sont déjà en discussion dans la Ligue, sont publiés ensuite.

Chers camarades,

La victoire du fascisme en Allemagne constitue pour des millions d'ouvriers une situation complètement nouvelle. C'est cette situation qui a contribué aussi à nous pousser à abandonner notre orientation pour la réforme du P. C. A., qui constitue une étape historiquement nécessaire, et à lancer le mot d'ordre d'un nouveau Parti Communiste en Allemagne.

La prise du pouvoir de la part du fascisme en Allemagne, et la banqueroute des staliniens a obligé non seulement les ouvriers allemands à poser de nouveaux tous les questions, mais la classe ouvrière internationale se voit dans la nécessité d'examiner ses positions, non pour des considérations abstraites, mais pour la triste nécessité de se défendre du sort qui s'est abattu sur le prolétariat allemand.

Des centaines de milliers d'ouvriers réformistes dans tous les pays du monde commencent à reconnaître que le réformisme même partout, à des résultats semblables à celui d'Allemagne. Ils commencent, lentement, parmi de nombreuses difficultés et dans l'obscurité, mais d'une façon incontestable, à marcher vers la gauche. De même, dans certaines couches d'ouvriers, dirigés par les staliniens, on assiste à un réveil de l'esprit de critique.

Dans leur marche vers la gauche, les ouvriers réformistes se heurtent à la 3^e Internationale et à ses partis, qui n'ont pas sa confiance, et qui ne le méritent même pas. Devons-nous donc, pour des raisons de forme, poser devant ses ouvriers, la question de la réforme de ses partis et la question de la rentrée dans la 3^e Internationale ?

Nous ne pouvons pas voir, que la banqueroute des staliniens en Allemagne doit être complètement portée au compte de l'Internationale, que cette banqueroute était le couronnement d'une politique, qui pendant 10 ans, dans presque tous les pays, a mené aux défaites les plus terribles et que, en conséquence, il est inévitable pour nous et pour tous les ouvriers, de tirer les conséquences à l'échelle internationale. Il ne faut pas oublier, que presque toutes ces organisations ne sont pas des organisations de masse d'une certaine valeur, mais des sectes en diminution constante.

Et, en dernier lieu, l'I.C. s'est démontrée aussi complètement incapable de tirer même les moindres leçons des événements allemands. L'unique « conséquence » tirée est le déclenchement d'un terreux moule contre l'opposition de gauche. Le problème du progrès du mouvement ouvrier dans les autres pays consiste aussi à libérer les ouvriers non seulement du poison réformiste, mais aussi du poison stalinien.

En liaison avec ces faits, il est nécessaire de se rendre compte, en donnant un coup d'œil en arrière, de quelles prémisses nous sommes partis pour poser le mot d'ordre de réforme de l'I.C. Jusqu'à quand le P.C.A. existait dans son ancienne forme, il était, avec l'I.C. une force réelle qu'on ne pouvait méconnaître dans la situation extrêmement tendue de l'Allemagne. Il fallait s'orienter vers sa réforme, tant qu'elle avait en main la clef de la situation. Malgré toutes les erreurs précédentes de l'I.C. stalinienne, la possibilité d'une réforme sur la base des expériences précédentes ne devait être considéré comm impossible.

Mais nous avons considéré à priori le développement allemand comme l'examen historique, décisif de l'I.C., non seulement au sens historique, mais aussi au sens réel, en rapport avec la formation ultérieure des relations des forces. La défaite en Allemagne, qui prive l'I.C. de sa section la plus forte et qui ouvre, aussi à cause de l'I. C. une période réactionnaire internationale devait aussi décider définitivement sur le sort de l'I.C. Cette décision s'était mûrie pendant le procès de désagrégation des dernières 10 années.

L'I.C. n'a pas su faire face à l'épreuve des événements allemands. Elle est restée accrochée à sa politique et à l'ivre, de cette façon, la classe ouvrière allemande sans lutte à Hitler. Comme si cela ne suffisait pas, elle s'est tellement perdue dans l'impasse qu'elle n'est même pas capable, après la défaite, de tirer les enseignements nécessaires. Dans des conditions semblables, le mot d'ordre de la réforme est privé de tout contenu réel. L'I.C. elle-même a perdu son noyau politique et de masse et est condamnée à disparaître, même si elle prépare, avec l'aide des brandiériens, quelques manœuvres.

Elle laisse derrière elle un champ plein de ruines. Les partis qu'elle « dirige » (Finlande, Autriche, Bulgarie, Allemagne) se démontrent incapables à survivre à l'offensive du fascisme. Aujourd'hui, il faut dire, qu'il ne faut pas attendre des miracles de la réforme, mais il faut constituer une nouvelle force, une nouvelle Internationale, pour diriger la lutte de classe internationale. La réforme peut venir en question dans des conditions particulières, peut-être, pour un seul parti, mais elle est liquidée pour l'I.C. dans son ensemble, et pour la grande majorité de ses sections.

Quand nous mesurons le mot d'ordre de la réforme aux événements internationaux effectués, alors nous pouvons voir, combien elle est dépassée et combien il serait aujourd'hui faux de vouloir s'accrocher à elle théoriquement. Il ne serait par exemple pas sérieux de demander à l'O.S.P. de Hollande (le P.S. ouvrier) d'entrer dans le P.C.H. beaucoup plus petit et de se soumettre aux ordres de Manuilsky. Une exigence semblable arrêterait la poussée des ouvriers réformistes vers la gauche, ébranlerait leur confiance en

tionnaire dans la lutte pour l'indépendance de la Pologne !

Que Benito Mussolini envoie à son imitateur polonais sa photo, où que le pape infatigable Pie XI envoie une croix à Pilsudsky en raison des services qu'il a rendu à la civilisation c'est normal, mais que le représentant des Soviets rende ainsi hommage au bourreau du peuple polonais, voilà qui paraîtra bien étrange aux honnêtes communistes, mêmes les plus ligards ! Que cet acte soit exécuté par un homme qui eut un grand passé révolutionnaire comme Hanecki, un des fondateurs de la glorieuse S.D.K.P.L. (S.D.K.P.L. Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie) voilà ce qui peut être pénible pour certains, mais qui ne fait qu'aggraver son caractère odieux. Il faut aussi souligner qu'un acte pareil ne peut être causé par une nécessité quelconque politique ou économique.

Devant les masses ouvrières et paysannes de Pologne en lutte contre la dictature sanglante, cet acte ne signifie autre chose que la réhabilitation de Pilsudsky par la bureaucratie stalinienne, comme ancien révolutionnaire et actuellement ami de l'Union Soviétique.

Les actes qui suivent la capitulation allemande montrent quel chemin la bureaucratie de Staline a fait dans la voie de la dégénérescence. Elle ne fait que contrearrer la lutte héroïque des ouvriers et paysans communistes polonais et renforcer l'ennemi de classe.

Les idées pour lesquelles ont lutté dans le temps les Hanecki et les Radek seront défendues par les marxistes polonais contre le révisionisme stalinien !

Roger.

POUR LA DÉMOCRATIE SYNDICALE

Tissu de mensonges...

C'est ainsi que dans le dernier numéro de la Vie Ouvrière est qualifiée la pétition circulant actuellement pour le respect de la démocratie syndicale et contre les exclusions pour délits de tendance dans la C. G. T. U. Ce n'est pas pour délits de tendance mais pour « sabotage et provocation » qu'auraient été exclus cinq camarades hongrois, déclare le syndicat du bâtiment général de la Seine.

Voyons où sont les mensonges, voyons où sont les menteurs.

Parmi les affirmations contenues dans la pétition : des délégués de syndicats n'ont pu s'exprimer librement au congrès de la 20^e U. R. C'est un fait. Ou est le mensonge ? A la même 20^e U. R., on a brutalisé des camarades à une assemblée préparatoire de Pleyel ; la Commission exécutive de la 20^e U. R. a pris la responsabilité de ces brutalités. Ce sont encore des faits qui mentent ce soi-disant tissu de mensonges. Au syndicat de l'Enseignement de la Seine, des camarades ont été privés du droit de parole et brutalisés par des « troupes de choc » amenées pour la circonstance ; c'est toujours un fait, dont l'Humanité s'est vanté. Au Congrès de Pleyel, on a fermé la bouche à Aulas, etc. Combien de faits faut-il encore pour constituer un « tissu de mensonges ? »

Ce n'est pas pour leurs opinions mais pour sabotage que cinq syndiqués unitaires hongrois ont été exclus du bâtiment, dit-on. Qui ment ? Dans la pétition se trouve publiée la résolution même d'exclusion. Reproduisons-la et voyons comment les choses sont présentées par ceux même qui, aujourd'hui, orient au mensonge :

« ...Le groupe de travail hongrois n'a pas exécuté le travail d'un groupe de travail ; « Les dirigeants du mouvement oppositional, par leurs actions autonomes et leurs écritures jamais soumises au contrôle du comité du syndicat (lequel est politiquement responsable pour toutes les actions) ont effectué un travail de désorganisation. Ils ont attaqué les organismes dirigeants du mouvement révolutionnaire ouvrier, à partir de l'I. S. R. jusqu'à la direction du bâtiment général ».

La Vie Ouvrière ne publie pas cette résolution. Les dirigeants de la C. G. T. U. se gardent bien de faire savoir aux syndiqués unitaires qu'ils sont tabou, que celui qui entend les critiquer, attaquer leur politique de malheur, celui-là n'a pas sa place dans les rangs de la C. G. T. U. Si bureaucraties que soit l'organisation, si faible que soit encore la vie de l'organisation, c'est encore trop pour oser agir avec autant de franchise.

nous et les chasserait dans les bras de quelques éléments du P.S. indépendant.

La situation n'est pas différente en Autriche, où nous avons une grande opposition social-démocrate et où le P. C. autrichien, après son interdiction, est complètement disparu. Ce que nous devons exiger de ces « gauches » c'est un programme communiste, la constitution de véritables partis communistes, et au cours de leur constitution, la formation d'une nouvelle Internationale véritablement léniniste et marxiste. L'idée de la réforme des petites sectes stalinistes complètement empoisonnées est, après l'expérience allemande, une utopie. On ne peut, désormais, attendre la banqueroute du stalinisme dans les autres pays aussi, mais au contraire, il faut l'empêcher avec un travail actif et faire le possible pour que dans ces pays la banqueroute du stalinisme ne corresponde pas à la défaite de la classe ouvrière.

Cette revendication fondamentale, « défense de l'U. R. S. S. » est seulement en contradiction formelle à ce qui est dit plus haut. Au contraire, si nous examinons les choses plus profondément, il se démontre que la 3^e Internationale, dans les moments de danger, sera incapable d'assurer la défense de l'U.R.S.S. Pour lui assurer une défense efficace, nous avons besoin d'une Internationale capable de vivre.

La politique de l'U.R.S.S., qui prend d'une façon toujours plus démonstrative les distances du mouvement révolutionnaire internationale (par exemple l'absence des délégués russes du Congrès antifasciste de Paris ; confrontons donc cette attitude avec l'attitude de l'U.R.S.S. en 1930) rend impossible à l'I. C. la réalisation de ces tâches. Une nouvelle Internationale forte ne sera pas seulement un facteur puissant pour la défense de l'U.R.S.S., mais aussi un levier puissant pour reconquérir la politique révolutionnaire en U.R.S.S. Un mouvement révolutionnaire peut conduire l'U.R.S.S. sur la voie qu'elle a abandonnée à la suite de l'absence d'un mouvement révolutionnaire.

La difficulté la plus grande à laquelle on se heurte pour constituer une quatrième Internationale est le fait que, malgré que la 3^e Internationale soit morte, elle n'a pas encore d'héritiers assez mûrs. Il est clair qu'en constituant la 4^e Internationale, il ne s'agit pas de rassembler des groupes appartenant ni à la 2^e ni à la 3^e Internationale, c'est-à-dire de faire une nouvelle édition de l'Internationale 2 et demie mais d'une nouvelle formation, placée à tous les points de vue, politiquement, et aussi du point de vue d'organisation, plus haut que son prédécesseur.

Les mêmes conditions qui entravent la constitution immédiate d'un 2^e parti en Allemagne empêchant aussi la constitution immédiate d'une quatrième Internationale.

Il est naturel qu'on ne puisse pas attendre pour constituer la 4^e Internationale, que tous ses adhérents soient guéris de toutes les maladies infantiles.

Il est aussi clair qu'une nouvelle formation, sous le patronage de la Balabanova, des Fenner Brockway et Tramael, ne serait autre chose qu'une nouvelle édition de l'Internationale 2 et 1/2. Pour cette raison, le congrès de rassemblement décidé à Bruxelles est encore prématuré, et nous le dirons aussi à l'occasion de ce congrès.

De l'autre côté, il est nécessaire de montrer en ce moment au prolétariat la voie qui mène vers une nouvelle Internationale, pour empêcher que les éléments qui se sont détachés de la 2^e et de la 3^e Internationale, tombent dans l'indifférence et dans le désespoir, ou qu'ils tombent victimes des centristes.

Dans ces lignes, je me suis permis de présenter au S. I. et aux sections le problème de la nouvelle Internationale, qui doit être discuté. Il s'agit ici d'une initiative personnelle de ma part. En Allemagne que nous nous sommes toujours heurtés à cette question dans la lutte avec les chefs du S.A.P. qui évoluent vers l'Internationale 2 et 1/2 et avec les avocats brandiériens de Staline. Je pense que c'est extraordinairement important de déclencher dans toute l'O.G.I. une discussion sur cette question, devenue actuelle à la suite de notre tournant en Allemagne. Nous n'avons pas beaucoup de temps à perdre. Il faut rassembler les masses avec les nouveaux mots d'ordre, tant qu'elles se trouvent encore sous l'influence des grands événements, capables de les assimiler et n'ont pas encore sombré dans un état d'abrutissement envers tout et tout le monde.

Salutations communistes. E. Bauer.

Pris la main dans le sac, ils se défendent en accusant les autres de mensonge. Cela ne prendra pas. Les menteurs, ce sont les dirigeants de la C. G. T. U., toute la bureaucratie de l'I. S. R., qui se vantent de succès inexistant, qui peuvent organiser des parades, mais sont incapables de mener des batailles de classe. Les menteurs, ce sont ceux qui, ayant exclu des ouvriers pour délit de tendance, trop pleutres pour défendre ouvertement leur acte, préfèrent calomnier des ouvriers étrangers dans une situation matérielle pénible.

Aujourd'hui, la Vie Ouvrière parle de l'exclusion de « certains éléments qui ont un passé et une moralité incompatibles avec leur appartenance à une organisation révolutionnaire ».

A cette infamie, de nombreux travailleurs hongrois — nous en avons été informés — répondent en demandant la réintégration des cinq exclus. Il faut appuyer leur action ; que tout syndiqué unitaire signe et fasse signer la pétition. Les véritables saboteurs, ceux qui ont une « moralité incompatible avec leur appartenance à une organisation révolutionnaire », ce sont les bureaucrates qui mènent la C. G. T. U. à la ruine.

Adresser les signatures et demandes de pétition à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, Paris-10^e.

Nous avons reçu les signatures suivantes : Conseil syndical des typos-linos parisiens Métaux : Briard, Bénéjac, Lebourg, Leroy, Charles, Savall, Fosco. Habillement : Lew, Albert, Julien, Lucienne.

Employés : Dufour, Jean-Jacques, Brausch, Ludwig, Marthe Eichberg, Glasmann, E. Pella.

Enseignement : Perret (Ain), Dufeu, Moncondhuy, Coadou (Aisne), Berthoin (Allier), Serret (Ardeche), Gazagnaire, Laval, Brun, Angelini, Ceysse, Gall, Durbec, Florens, Teissier, Balard, Ségy, Mars, Ternas, Boeda, Michel, Isaia, Chaussebel (Bouches-du-Rhône), Fragnaud (Charente-Inférieure), Chaton, Goreau (Cher), Grenod, O. Jarlaud (Côte-d'Or), Lager (Doubs), Lagardère, Bouscaut, A. Loubry, Labesque, Barsacq, Barru, Capo, Gorce, R. Boyau, H. Daudin, M. Virolleau, Mme Virolleau, T. Terre, P. Viquet, Mme Jaquet, A. Lapeyre, O. Boyau, G. Gluze (Gironde), Dehaussy (Indre), Nadeau, Fabiani, R. Vincent, Barquin (Marne), R. Bernard, J. Truquin, F. Truquin, Delatire (Nord), Jouvesshommes (Puy-de-Dôme), Jacquet (Rhône), Geslin, Y. Lucé, G. Lucé, Mutoin (Sarthe), Atlan, Beaussier, Germaine Christophe, Limbour, Naville, S. Jouvesshomme, Orsoni, M. Wulens (Seine), Bourguignon (Var), E. Peaud, F. Peaud, Gandouch, H. Brault, Retail, S. Cousseau, Boucher, Pain (Vendée), A. Neuville, Mme C. Neuville, C. Neuville, Roujeau, Laplaud, Narre, Bidaud, Vallière, Denis (Haute-Vienne).

Voyageurs et représentants de commerce : Meiche, Molinier.

Cuir et peaux : Walicz, Jules (selliers).

Vermisseurs : Bartelmy.

P. T. T. : Lafitte, Doudain, J. Lapart, W. Mignot, L. Cornand.

OLERON

La Ligue chez les anciens combattants

La F.N.C.R. par sa section locale avait organisé le 13 août une manifestation pacifiste. Au meeting qui eut lieu au Château la matinée prirent successivement la parole des représentants de la L.D.H., du parti socialiste, du parti radical, des anciens combattants républicains et le secrétaire démissionnaire du comité d'Amsterdam qui défendit la thèse Gandhiste.

Notre camarade Courdavaul, invité comme représentant de la Ligue Communiste s'attacha à défendre le point de vue révolutionnaire et léniniste près des anciens combattants. Le délégué du parti radical, le député William Bertrand, ayant affirmé que « l'on pouvait combattre la guerre sans faire de politique » et « qu'il fallait l'union de tous », notre camarade délégué détruisit le mythe de l'union sacrée et en appela à la lutte de classes.

Ce fut le seul exposé qui fut interrompu plusieurs fois par des applaudissements. Le meeting fut suivi d'un banquet à Saint-Troyan ou plus de 80 anciens combattants étaient réunis. Nouveaux discours. Ce fut une nouvelle occasion pour réfuter les mots d'ordre de désarmement, d'établissement des fabriques d'armes, réforme de la S.D.N., pour leur opposer la lutte quotidienne contre le capitalisme et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour la prise du pouvoir.

Les manifestations de chaude sympathie de la part des anciens combattants (parmi lesquels un grand nombre de socialistes) sont une preuve de l'impression produite et de l'autorité de l'opposition de gauche dans notre région.

LETTRE D'ESPAGNE

D'une lettre d'Espagne, nous extrayons les quelques lignes suivantes :

« Le mouvement de masse contre le fascisme est lancé ouvertement (par le parti communiste) aux mains de la bourgeoisie. Tout dernièrement sont nés en Espagne Lord Marley, Miss Wilkinson et Barbusse. Voilà les commis-voyageurs de l'« antifascisme ». Lord Marley s'exprime en grand bourgeois s'accordant avec la démocratie, mais se révoltant contre le fascisme hitlérien pour sa sauvagerie contre les juifs et les intellectuels, « ce qui ne fut pas le cas de Mussolini ». Du prolétariat pas un mot. Il est étonné qu'à Londres aient pu manifester plus de 30.000 ouvriers contre le fascisme, chose inconnue là-bas.

« C'est pourquoi la bourgeoisie a quelque chose à faire avec cela et le stalinisme y consent en lui cédant la direction. La Wilkinson, travailleuse dite de gauche, se réjouit tapageusement de l'échec de Rosenberg à Londres. Et Barbusse... Voici quelques phrases : « Je suis communiste, je travaille en communiste, mais je ne parle pas maintenant en communiste... Les socialistes ne doivent pas décevoir les masses, pour y remédier ils doivent prendre le pouvoir à eux, sans collaboration avec les partis bourgeois... La seule voie de lutte contre le fascisme est le mouvement préconisé par moi et mes amis, nous préoccupant chaque jour, chaque heure de la libération des travailleurs. Il faut faire un front unique avec les partis libéraux bourgeois contre l'ennemi commun : le capitalisme, facteur de l'impérialisme. Sans cette alliance on échouera inévitablement... On a besoin du front uni avec les partis bourgeois qui ne sont pas au service du capitalisme... »

Pourquoi donc Barbusse n'est-il pas dans la direction du « Front commun » ?

16 juillet 1933.

DANS LE 15^e RAYON PARISIEN

La situation des organisations ouvrières

Un article de Lampe, secrétaire de Paris-Ville, dans L'Humanité, a précédé cette conférence.

L'état du rayon ? Tristesse si l'on songe qu'il s'agit d'un des arrondissements les plus peuplés et les plus prolétariens de Paris : 180 communistes, 3 cellules de rue, 1 dans le 16^e.

Le Jeunesse : à la dernière conférence, il restait dans le rayon 6 membres de la J. C. Comme partout, la poignée de jeunes communistes encore debout essaie d'attirer les nouvelles couches de la jeunesse.

Les organisations à côté perdurent. Le S.O.J. inexistant. Le S.R.I. dégingolée dans le 16^e il est même disparu totalement.

Les organisations à côté perdurent. Le S.O.J. inexistant. Le S.R.I. dégingolée dans le 16^e il est même disparu totalement.

En face, il y a la S.F.I.O. : 320 membres sous le chapeau du gauchisme Marceau Pivert, et une jeunesse socialiste dont le parti est jaloux s'occupe activement.

Les camarades, en cherchant les causes et les solutions aux difficultés qui les assaillent, ne voient pas au-delà des questions d'organisation, des questions locales, personnelles, et ne se haussent pas à la critique politique.

Pourtant, les inquiétudes percent : exemple la question du front unique.

On sait qu'à la suite de la fameuse lettre de H. C. du 5 mars, la direction, apprenant l'envoi d'une lettre de Marceau Pivert au rayon, voulait faire de la nouvelle tactique de front unique dans le 15^e un exemple rationnel.

À la Conférence, la cellule Falguière défend contre le rayon et la région une motion pour un meeting fermé des trois organisations du 15^e : P. C., S. F. I. O., P. U. F., pour étudier les modalités d'un programme de front unique.

Des camarades du 16^e arrondissement défendent le travail qu'ils ont mené. Certains camarades plaident pour une tentative avec la section S. F. I. O. dont des citations de Lénine et exhibent la Maladie infantile du Communisme.

Un camarade lit une déclaration à peu près dans le même sens. Mais personne n'osa aller au bout de sa critique et défendre clairement la solution politique, celle que préconise l'opposition.

(Fin au prochain numéro)

APRÈS LE CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT UNITAIRE

I. — La bataille des tendances

Les débats des congrès fédéraux risquaient de devenir un peu académiques, malgré la vive opposition des tendances. Cette année, ils ont pris un tour nouveau.

Majorité Fédérale, 234 dont 12 avec réserves (syndicalistes et communistes); Majorité confédérale, 170. Ligue syndicaliste, 83. Ligue communiste, 1. Abstentions, 9.

Mais cette répartition ne traduit pas la situation intérieure réelle. Loin de là. La tendance syndicaliste, quoique disposant de 28 mandats, est inexistante comme courant politique.

Nous avons souvent affirmé que la direction fédérale se trouvait au confluent de plusieurs tendances et que les événements l'obligeraient bien à choisir ou à disparaître.

Mais en réalité, l'histoire même de cette année, nous montre ses oscillations. A Noël, le délégué fédéral au C.C.N. se félicita du tournant (?) de la C. G. T. U., et vota les résolutions présentées par Gilton-Racamond.

Au début de l'année 1932-1933, nos camarades du Bureau Fédéral entretenaient un espoir que la médiation unique sur les revendications adoptées à Bordeaux permettrait d'atténuer la lutte de tendances.

Quoi qu'il en soit, après la défaite allemande, un large courant s'est dessiné dans la majorité fédérale, qui exigeait une explication complète avec les staliniens.

Mais les débats sur l'orientation ont débordé les cadres. Nous avons posé une série de questions; nous avons tiré les leçons de la défaite du prolétariat allemand; nous avons exigé de la C. G. T. U. un changement radical de politique.

Une résolution fut déposée et adoptée par le Congrès, exigeant la libération de Victor-Serge, de Rakovsky, de tous les ouvriers révolutionnaires déportés, saluant Trotsky et félicitant la campagne ignoble de l'Humanité.

Une résolution fut déposée et adoptée par le Congrès, exigeant la libération de Victor-Serge, de Rakovsky, de tous les ouvriers révolutionnaires déportés, saluant Trotsky et félicitant la campagne ignoble de l'Humanité.

Une résolution fut déposée et adoptée par le Congrès, exigeant la libération de Victor-Serge, de Rakovsky, de tous les ouvriers révolutionnaires déportés, saluant Trotsky et félicitant la campagne ignoble de l'Humanité.

Une résolution fut déposée et adoptée par le Congrès, exigeant la libération de Victor-Serge, de Rakovsky, de tous les ouvriers révolutionnaires déportés, saluant Trotsky et félicitant la campagne ignoble de l'Humanité.

voir qu'il avait pu passer trois jours devant le portrait de Trotsky sans cracher dessus ? Barne à du s'exouser de n'avoir pu faire mieux !

Les explications apportées par les délégués soviétiques furent de confondre, c'était l'occasion ou jamais de confondre les « colporteurs » ! Mais Chatsky se borna à dénoncer (Dnieproïst et c.) et annonça qu'un procès public aurait lieu contre Victor-Serge et ses amis politiques.

Comme nous l'avons dit, la situation de l'Allemagne vint constamment au premier plan. De la part des staliniens, nous n'avons trouvé qu'une exploitation honteuse de la terreur sanglante qui s'abat là-bas sur tous les militants ouvriers, staliniens ou non.

Quant à nous, nous posâmes très simplement la question : oui ou non, la C. G. T. U. entend-elle reprendre à son compte la criminelle tactique du stalinisme ?

Les camarades « syndicalistes purs » essayèrent une explication peu satisfaisante des événements d'Allemagne; mais il était visible que seulement deux positions s'affrontaient fondamentalement : celle de l'opposition de gauche et celle du centrisme stalinien.

P. Naville. (A suivre.)

P.-S. — Par manque de place nous sommes obligés de remettre à la semaine prochaine la suite de ce compte rendu.

Une Conférence Internationale de l'I.O.S. va se tenir à Paris, ainsi qu'une conférence des partis socialistes et communistes n'adhérant à aucune internationale.

La Ligue communiste apportera son point de vue sur ces sujets DANS UNE REUNION dont la date et le lieu seront annoncés dans notre prochain numéro.

Correspondance

À la Rédaction de la « Vérité ».

Chers camarades, Dans le dernier numéro de « La Vérité » je trouve inopinément un appel pour « réunir la somme nécessaire à l'aide du camarade Trotsky ».

Notre camarade Trotsky confirme la rectification que nous avons faite la semaine dernière. Nous répétons que la souscription, que nous continuons, est destinée aux dépenses de la Ligue en ce qui concerne la protection physique.

Nous profitons de cette occasion pour appeler tous nos lecteurs à nous envoyer leur souscription pour nos camarades émigrés allemands ainsi que pour les déportés en Union Soviétique.

Nous avons reçu un article du camarade Roux sur le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » qui n'a pu trouver place dans ce numéro. Il paraîtra la semaine prochaine.

Perspectives allemandes

(Suite de la première page)

En ce qui concerne la classe ouvrière la situation n'est pas moins claire. Si, il y a quelques mois, elle se montra incapable, par la faute de sa direction, de défendre ses positions légales toutes-puissantes de l'offensive de la contre-révolution, maintenant au lendemain de l'écrasement, elle est incomparablement moins préparée à l'offensive contre les positions légales toutes-puissantes du national-socialisme.

Il n'est pas difficile de prévoir des objections sincères et hypocrites à notre pessimisme, manque de confiance dans les forces créatrices de la révolution, etc... Re proches à bon marché ! Pas moins que d'autres nous savons que le fascisme défend une cause historiquement perdue.

Compter sur l'action révolutionnaire immédiate des répressions fascistes et des privations matérielles, c'est un exemple de matérialisme vulgaire. Assurément, « l'existence détermine la conscience ».

Ainsi, dans la marche de l'évolution de l'humanité, les répressions provoquent plus d'une fois un soulèvement révolutionnaire. Mais après le triomphe de la contre-révolution les répressions éteignent plus d'une fois les dernières flammes de protestation.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

3. La critique des fautes, instrument de la renaissance

La bureaucratie, révolutionnaire y compris, oublie trop facilement que le prolétariat n'est pas seulement un objet, mais aussi un sujet de la politique. Par des coups sur le crâne les fascistes veulent transformer les ouvriers en homoncules du racisme.

Dans cette situation générale la bureaucratie criarde du parti, qui n'a rien oublié et n'a appris, se présente comme un pur anachronisme politique. Les ouvriers ont des nausées de l'infailibilité officielle. Autour de l'appareil s'étend le vide.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

Actuellement ce procès n'a pas encore commencé. Même la presse de l'appareil est contrainte, entre deux exclamations optimistes, de reconnaître que non seulement à la campagne les nazis renforcent leurs positions, en chassant les communistes et en chauffant à blanc la haine des paysans pour les ouvriers, mais que même dans l'industrie, et sans aucune protestation, se produit l'élimination des derniers ouvriers communistes, qui restaient encore là.

LE FASCISME EN FRANCE ?

L'agitation des Contribuables ou la fatale illusion des Couches moyennes

L'Etat moderne, l'Etat centralisé, militaire, bureaucratique de la bourgeoisie, tire sa force de ses recettes, de l'argent qui entre dans ses caisses. Comme tout le régime, basé sur le mode de production capitaliste, l'Etat, qui en est le produit, se débat dans des contradictions mortelles, dont l'origine est toujours la même : la baisse du profit, la nécessité pour les capitalistes de défendre la plus haute portion de la plus-value qu'ils prélèvent sur les masses exploitées de la nation.

de 8 milliards. Où les prendra-t-on ? L'inquiétude grandit parmi les « contribuables ». On affirme que le Gouvernement proposerait aux Chambres, à la rentrée d'octobre, un prélèvement sur le capital, en même temps qu'une amputation générale et uniforme de 10 % sur tous les paiements effectués par l'Etat.

Si on examine le déficit du budget de l'Etat en France, on voit qu'il aussi la situation déficitaire, en devenant chronique, tend à s'aggraver d'année en année. On assure que, au total, l'équilibre du budget de 1934 n'exigera pas moins

de 8 milliards. Où les prendra-t-on ? L'inquiétude grandit parmi les « contribuables ». On affirme que le Gouvernement proposerait aux Chambres, à la rentrée d'octobre, un prélèvement sur le capital, en même temps qu'une amputation générale et uniforme de 10 % sur tous les paiements effectués par l'Etat.

lites gens » qui luttent contre la mort. C'est là vraiment un des faits les plus monstrueux de l'histoire : ces « petites gens » que le capitalisme exploite et ruine, qui sont partout coincés par la grosse exploitation et la grande industrie qui doivent leur mort, en un mot, au mode de production capitaliste, base de la société actuelle, se font les soutiens les plus enragés du système qui les dépouille et les écrase.

Naturellement ils ne se font pas ces soutiens consciemment. Ils s'imaginent — après avoir perdu toute indépendance et initiative dans le processus de la production — avoir une mission à accomplir : la mission de se poser en arbitre entre les deux classes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat et de gouverner en « harmonisant » les intérêts divers de la « nation » avec les leurs propres.

Mais c'est quand même une illusion qui s'empare de millions de paysans, artisans, petits commerçants et les conduit dans le tourbillon de la lutte des classes. En croyant lutter pour empêcher leur décadence, leur mort, ces « petites gens », enrôlés dans le fascisme, ne travaillent qu'à leur propre perte, en renforçant et en étendant le pouvoir d'exploitation et d'oppression du gros capital monopoliste.

Cette même illusion néfaste cherche à s'emparer des couches moyennes — si importantes et nombreuses — en France, aujourd'hui. Nous avons vu dans les mois passés battre son plein dans toutes les villes de la France un vaste mouvement de « protestation » de paysans, artisans et petits commerçants, d'inspiration nettement anti-démocratique et anti-parlementaire.

parer des couches moyennes — si importantes et nombreuses — en France, aujourd'hui. Nous avons vu dans les mois passés battre son plein dans toutes les villes de la France un vaste mouvement de « protestation » de paysans, artisans et petits commerçants, d'inspiration nettement anti-démocratique et anti-parlementaire.

« POUR PROTÉGER CONTRE : la spoliation finale et étatique ; le pillage des deniers publics ; la gabegie administrative ; l'insuffisance des compressions de dépenses ; la démagogie parlementaire ; l'inflation ouverte ou déguisée ; l'amortissement du fruit de notre travail et de notre épargne ;

« POUR EXIGER : la réforme des administrations ; la réduction massive des dépenses publiques ; l'équilibre du budget ; la diminution des impôts ; l'abaissement du coût de la vie ; la suppression du chômage ».

On vit les foules de « petites gens », d'habitude si pacifiques et si respectueuses de l'ordre constitué, aller jusqu'à la fermeture de leurs magasins et à leur descente dans la rue, jusqu'à essayer de forcer les grilles de la préfecture et à pousser des cris « horribles » comme « A mort le préfet ! A l'eau le préfet ! ; jusqu'à manifester devant le Palais-Bourbon aux cris de « Plus d'impôts », « A bas Chéron »,

jusqu'à faire des bagarres avec la force publique, suivies par de nombreuses arrestations et blessés. Des excès — après les meetings de Bullier et de Magic-City du mois de mai dernier — essayèrent enfin des visites « domiciliaires » chez Blum, le chef socialiste, et chez Jaquier, le rapporteur général du budget.

Toute cette agitation est loin de s'être calmée. Derrière le Comité National d'Entente Economique et son fondateur Nicolle, derrière la Ligue des Contribuables et le Parti Agraire, agissent les puissantes congrégations économiques, parmi lesquelles le Comité des Forges et le Comité des Houillères, les deux piliers du grand capitalisme français.

Deladier, dans son discours de juillet, se plaignit que « les divers syndicats de contribuables sont demeurés inertes au temps (sous Tardieu) où furent dissimulés les milliards du Père Gaspard ». Mais c'est lui qui s'en étouffe, qui est à plaindre.

Le mécontentement des couches moyennes n'est justement de l'impuissance de la « gauche » à satisfaire leurs nécessités. D'où vient qu'elles se retournent contre « la démagogie parlementaire » et placent leur nouvel espoir dans la « démagogie fasciste » ? L'habileté des « partis de droite », des grandes organisations capitalistes, consiste à s'emparer de ce « mécontentement » des couches moyennes pour le canaliser dans la voie de conservation du profit capitaliste, dans la voie de la réaction. (Suite page 4.)

RESTAURANT CHEZ BARNAS 43, rue St-Séverin (5^e) Spécialités hongroises et algériennes

Prinkipo, le 22 juin 1933. L. Trotsky.

Imprimerie Centrale de la Bourde 117 rue Réaumur Paris (9^e) Travail exécuté par des ouvriers syndiqués Le Gérant : P. Frank.

PROJET DE THESES SUR LA QUESTION SYNDICALE

En vue de la Conférence Nationale

Nous publions ci-dessous la fin de la thèse syndicale présentée par la Commission exécutive pour la prochaine Conférence nationale de la Ligue. Nos lecteurs remarqueront que nous avançons comme mot d'ordre sur l'unité syndicale la rentrée dans la C. G. T. après avoir pendant longtemps défendu le mot d'ordre du Congrès de fusion. Rappelons à ce sujet que le Congrès de fusion fut présenté par nous comme un moyen de réaliser l'unité syndicale, moyen correspondant à un rapport de forces déterminé et qui se l'aurait mis en avant par C.G.T.U., aurait largement contribué à développer un courant révolutionnaire dans la C.G.T. La poursuite par la direction confédérale unitaire d'une politique hostile à l'unité syndicale, de la politique des syndicats « rouges », a aujourd'hui modifié le rapport des forces entre C. G. T. et C. G. T. U. de telle façon qu'il nous apparaît que le mot d'ordre : Congrès de fusion est dépassé et qu'il peut même dans une certaine mesure servir à des adversaires habiles de l'unité syndicale. C'est pourquoi la C. E. de la Ligue met en avant comme mot d'unité la rentrée dans la C. G. T. ; bien entendu il appartiendra à la Conférence nationale de la Ligue de se prononcer définitivement.

L'UNITE SYNDICALE

L'unité syndicale, c'est-à-dire la réunion dans une centrale unique de toutes les forces ouvrières syndiquées en France, est ressentie aujourd'hui comme une nécessité par toutes les couches du prolétariat éveillé à la conscience de classe. La classe ouvrière comprend qu'en face d'un patronat fortement organisé, la formation d'un bloc unique est une des conditions principales pour se défendre et pour aller de l'avant. L'opposition à l'unité syndicale ne vient pas de la classe ouvrière, mais des bureaucraties syndicales qui voient dans l'unité la fin de leur domination bureaucratique sur les divers syndicats et sur les ouvriers mêmes. De ce fait, ces mêmes bureaucraties apportent la preuve que leurs intérêts spécifiques s'écartent et s'opposent aux intérêts généraux du prolétariat. C'est-à-dire que les intérêts des diverses bureaucraties jouent, dans l'étape actuelle du mouvement, un rôle de freinage aux tendances profondes de la classe ouvrière, un rôle objectivement contre-révolutionnaire.

La réalisation de l'unité syndicale ne résoud pas, en soi-même, le problème de la mobilisation de la classe ouvrière, de son entraînement dans la lutte victorieuse contre le patronat et contre la bourgeoisie; même avec une centrale syndicale unique, le prolétariat peut être battu et dispersé. Ce problème ne peut uniquement être résolu que par la politique. Mais la réalisation de l'unité syndicale créerait actuellement les conditions les plus favorables à l'établissement et à l'application d'une politique juste, susceptible de faire faire un puissant bond en avant à la classe ouvrière de France. La réalisation de cette unité serait déjà le commencement de l'élaboration et de l'application de cette juste politique.

Le problème de l'unité syndicale consiste aujourd'hui essentiellement dans l'unification dans une centrale unique des forces unitaires et des forces confédérées. Son importance est marquée par les faits suivants : d'abord, elle entraînerait une atmosphère de plus grande cordialité entre les ouvriers appartenant aux deux grands courants politiques, communiste et réformiste, ce qui constituerait un pas énorme vers la soudure politique de la classe ouvrière. Ensuite, la lutte contre le patronat et pour les revendications de la classe ouvrière, au lieu d'être envisagée sous l'angle des intérêts particuliers des diverses boutiques, serait davantage envisagée sous l'angle des intérêts réels du prolétariat. La domination exclusive des diverses bureaucraties, réformistes et stalinienne, sur leurs syndicats respectifs, serait plus facilement brisée et, ainsi, le prolétariat organisé aurait plus de facilités pour faire prévaloir les intérêts réels de toute la classe ouvrière, ses méthodes, ses moyens de lutte, en un mot, sa politique. Le syndicat unifié écarterait la concurrence existante entre les divers syndicats actuels, concurrence qui souvent se déforme, rend impuissante et stérile ou empêche complètement la lutte prolétarienne. Le syndicat unique étant l'expression organisée de toute la classe ouvrière et non plus celle d'un de ses courants politiques acquerait une force et une autorité incontestablement plus grandes vis-à-vis du patronat et de la classe ouvrière elle-même. Le patronat, au lieu d'avoir devant lui une poussière de syndicats, et de profiter de leurs divergences respectives et de l'indifférence que témoignent à leur égard les ouvriers inorganisés, devrait compter avec une force unique, avec une direction unique exprimant effectivement la volonté de la classe ouvrière. L'existence de deux syndicats ou plus permet au patronat d'une usine ou de toute une industrie de miser avec facilité sur la division ouvrière. Sous le prétexte qu'il existe plusieurs syndicats, il se dérobe plus facilement à la signature des contrats de travail avec l'organisation, il écarte l'organisation, il maintient ou rétablit entre lui et les ouvriers les rapports les plus favorables à sa dictature au sein de l'usine. Le syndicat unique, l'unification immédiate des forces unitaires et confédérées exercerait une action puissante sur les organisations autonomes et sur les ouvriers inorganisés. Les unes comme les autres seraient privés de toute justification plausible pour rester dans l'autonomie ou en dehors de toute organisation. La vie intérieure de l'organisation syndicale serait profondément changée. Aux réunions mornes, sans intérêt pour la classe ouvrière, aux réunions dans lesquelles les bureaucrates répètent devant des salles vides ou endormies, toujours les mêmes clichés, on substituerait des assemblées vivantes dans lesquelles tout le monde serait obligé de penser avant de prendre la parole et de préciser son point de vue. L'éducation syndicale, l'éducation politique du prolétariat ferait des progrès rapides et énormes. La capacité d'orientation et d'action serait puissamment accrue.

La réalisation de l'unité syndicale est particulièrement nécessaire dans l'étape actuelle du mouvement, pour la couche la plus combattive, la plus consciente du prolétariat. A travers l'unité syndicale, l'avant-garde prolétarienne (les communistes) peut établir une liaison permanente avec les couches moins avancées de la classe ouvrière, et par ce moyen les soustraire plus facilement à l'influence déprimante de

la bureaucratie, aussi bien réformiste que stalinienne. L'unité syndicale lui permettra aussi de s'éduquer elle-même de se tromper, de comprendre réellement par quelles voies, par quels moyens elle peut gagner la confiance du prolétariat et le diriger dans l'action. Les bases pour la réalisation de l'unité syndicale découlent du caractère même du syndicat. Indépendamment de leurs préjugés, de leurs croyances religieuses ou de leurs convictions politiques, une chose est commune à tous les prolétaires : c'est le rapport de dépendance envers le patronat, leur qualité de salariés et d'exploités. Le syndicat exprime la conscience que les prolétaires ont de cette qualité commune. Il exprime aussi leur volonté de se défendre contre l'exploitation capitaliste. C'est pourquoi, tout ouvrier, tout prolétaire qui s'éveille à la conscience de classe, qui comprend qu'il est un exploité et qui veut s'unir à ses frères d'esclavage pour lutter contre cette exploitation, doit trouver dans le syndicat l'organe naturel de son premier encadrement.

Produit de l'histoire, le syndicat évolue avec elle. Ses buts immédiats, ses moyens de lutte, ses formes se modifient avec la modification de la situation concrète dans laquelle il doit agir et avec les rapports de forces qui, au cours de la lutte, s'établissent entre bourgeoisie et prolétariat. Mais quelques soient les tâches immédiates auxquelles il doit répondre, sa caractéristique essentielle doit subsister, c'est-à-dire sa capacité organique d'encadrer tous les prolétaires qui veulent lutter solidairement entre eux pour se défendre contre l'exploitation du capital. Dans la mesure où le syndicat perd cette caractéristique, dans la mesure où il pose pour entrer dans ses rangs d'autres conditions que la qualité de salarié et la volonté de lutter solidairement contre l'exploitation bourgeoise, le syndicat cesse d'être tel et s'approche d'un parti politique. C'est le cas de la C.G.T.U. lorsque, sous le prétexte de la reconnaissance du principe de la lutte de classe, elle impose a priori une conception déterminée de cette lutte lorsqu'elle exclut ou rend impossible l'existence dans son sein une tendance de la classe ouvrière, divergente ou opposée à la tendance stalinienne. C'est le cas de la C.G.T. lorsque, sous le prétexte d'indépendance syndicale et d'indifférence à l'égard des divers partis politiques, elle empêche aux éléments révolutionnaires militant dans son sein de s'organiser, sans pour cela briser la discipline syndicale en fraction afin de présenter leurs idées à l'ensemble des syndiqués et de gagner leur confiance. C'est le cas des syndicats chrétiens lorsqu'ils posent comme condition d'adhésion la reconnaissance du principe de la collaboration de classe et l'acceptation d'une confession religieuse. C'est le cas des syndicats anarcho-sindicalistes, etc.

La classe ouvrière n'est pas homogène. Toute une série de facteurs historiques agissent sur elle et la différencient au point de vue idéologique et politique. Certaines de ses couches arrivent à la pleine conscience de leurs intérêts tandis que d'autres retardent plus ou moins considérablement. Tout en ayant pour dénominateur commun le caractère de salarié et d'exploité par le capitalisme, la classe ouvrière est divisée en plusieurs tendances qui expriment le degré de son développement en tant que classe. Organe de toute la classe ouvrière, la condition nécessaire à sa participation étant, pour le travailleur, sa qualité de salarié et sa volonté de lutter solidairement contre l'exploitation bourgeoise ; le syndicat doit donc permettre à toutes les tendances de se faire jour, de se manifester dans son sein. C'est-à-dire qu'il doit être dans son fonctionnement intérieur un organe démocratique. Liberté pour toutes les tendances existantes au sein du syndicat de se manifester et discipline dans l'action approuvée par la majorité ; voilà les bases pour la reconstruction de l'unité syndicale. Tout syndicat qui brime ces bases porte en lui la scission.

Toutefois le problème de l'unité syndicale en France ne se pose pas seulement sur le terrain théorique mais essentiellement sur le terrain politique. C'est sur ce terrain qu'il faut le résoudre. La Ligue communiste a proposé à sa première Conférence Nationale le congrès de fusion. Cette proposition, absolument correcte et compréhensible pour tous les ouvriers conscients fut repoussée à la fois par la bureaucratie stalinienne et par la bureaucratie réformiste. Toutes les deux pour des motifs différents, ont œuvré et œuvrent encore contre la réalisation de l'unité syndicale. L'utilisation du mot d'ordre du Congrès de fusion, compris non comme un barrage à l'unité syndicale, mais comme un moyen pour mobiliser les ouvriers unitaires et confédérés en faveur de l'unité et pour démontrer la volonté scissionniste de la bureaucratie réformiste, aurait donné un avantage incontestable au courant syndical révolutionnaire, constitué par la C.G.T.U. L'avoir repoussé, pour lui opposer le mot d'ordre trompeur et scissionniste de Centrale syndicale unique de lutte de classe (ce mot d'ordre vint, à son tour, après celui de C.G.T. unique. C.G.T. de trahison !) a été la démonstration la plus éclatante que la bureaucratie stalinienne est foncièrement opposée à toute reconstruction de l'unité syndicale qui puisse mettre en cause sa domination du congrès de fusion a perdu presque entièrement sa signification politique. En tout cas, le problème de l'unité syndicale ne peut et ne doit pas être envisagé avant tout sous l'angle des modalités formelles par lesquelles l'unité pourrait se réaliser. Ce qui importe, c'est que, à l'étape actuelle, cette unité se réalise et que par elle l'avant-garde révolutionnaire puisse se lier plus étroitement à la classe ouvrière pour l'éduquer et l'entraîner à sa suite.

Aujourd'hui la seule voie pour réaliser l'unité syndicale est, d'une façon ou d'une autre, la rentrée dans la C.G.T. C'est aussi la seule voie de salut pour le courant syndical révolutionnaire qui milite au sein de la C.G.T.U. Par quels moyens rentrer ? Par tous les moyens possibles. Par la fusion des deux centrales nationales, si elles sont d'accord ; par la fusion des fédérations unitaires avec les fédérations confédérées correspondantes si la fusion des deux centrales

est repoussée ; par la fusion des syndicats unitaires avec les syndicats confédérés à la base, si c'est là la seule voie acceptée par les ouvriers soumis encore à la bureaucratie réformiste ; par le passage individuel et si possible simultané des militants unitaires dans les syndicats confédérés si toute fusion d'organismes est écartée. Avec quelles garanties ? Avec toutes les garanties possibles, mais aussi sans aucune garantie si cela est nécessaire pour se rapprocher des ouvriers confédérés. D'ailleurs, toute garantie est strictement liée aux rapports de force qui s'établiront concrètement au sein du syndicat, entre les ouvriers révolutionnaires, d'un côté, et la bureaucratie réformiste de l'autre. Ce ne sera pas une promesse éventuelle de Juhaux et Cie qui fera respecter la démocratie syndicale au sein de la centrale confédérée, mais ce sera uniquement dans la mesure où le courant révolutionnaire saura gagner la confiance des ouvriers syndiqués, saura se souder à eux que cette démocratie pourra être imposée et sera respectée.

A l'heure actuelle, donc notre mot d'ordre principal doit être le suivant : Pour l'unité syndicale, rentrée dans la C.G.T.

Concrètement, nous proposons que la C.G.T.U. et la C.G.T. nomment leurs délégations chargées de se rencontrer pour envisager ensemble dans quelles formes cette rentrée peut s'effectuer. Si l'une ou toutes les deux centrales refusent, cette initiative doit être prise par les diverses fédérations. Là où les fédérations refusent, l'initiative doit passer aux syndicats de base. Des meetings, des assemblées syndicales communes, des informations réciproques des listes communes de délégués d'usine ou de prudhommes, etc., doivent être organisées pour préparer politiquement cette rentrée et créer les meilleurs liens possibles entre ouvriers. (1)

LE FRONT UNIQUE

En attendant que l'unité syndicale puisse être concrètement réalisée, et dans le but de la faciliter et de résister le plus possible à l'offensive du patronat, la Ligue, soit directement, soit par le canal de sa commission syndicale centrale, devra mener une énergique campagne pour le front unique entre les diverses centrales existantes et surtout entre la C.G.T. et la C.G.T.U.

Les bases pour ce front unique entre les diverses centrales syndicales peuvent être les suivantes :

- 1° Lutte pour la semaine des 40 heures sans diminution des salaires ;
- 2° Lutte contre toute diminution des salaires réels et préparation pour leur augmentation ;
- 3° Création de l'assurance-chômage et lutte pour la modification de la loi des assurances sociales dans le sens d'en faire supporter les frais par la bourgeoisie et par l'Etat.
- 4° Lutte pour la reconnaissance des organisations syndicales par le patronat.

PARTI ET SYNDICAT

Les rapports entre Parti et Syndicat doivent être établis en fonction des rapports existants entre l'avant-garde prolétarienne et les couches moins avancées du prolétariat. Entre le parti et le syndicat il n'y a pas une différence de nature mais des degrés dans le développement de leur conscience de classe. Tous deux sont des organismes de la classe ouvrière ; mais tandis que le syndicat est une organisation de résistance élémentaire contre l'exploitation capitaliste, le parti se propose de détruire les causes de cette exploitation et indique les moyens pour atteindre ce but. Le syndicat embrasse tous les ouvriers qui, sur la base de leur expérience immédiate, acquièrent les premiers rudiments d'une conscience de classe ; le parti par contre n'embrasse que ceux, ouvriers ou non, qui acceptent son programme strictement délimité, exprimant le degré de conscience le plus élevé atteint par la classe ouvrière à une certaine étape historique. Au travers du syndicat, la classe ouvrière lutte essentiellement pour rendre moins pénibles ou pour améliorer ses conditions de vie ; au travers du parti, elle pose le problème du renversement de la bourgeoisie, de la conquête et de l'exercice du pouvoir.

La forme idéale des rapports entre l'avant-garde prolétarienne et la masse plus arriérée consisterait dans l'existence d'une organisation unique dans laquelle cette avant-garde, par la clarté et la justesse de son programme, de ses positions politiques et par son dévouement gagnerait la confiance des ouvriers moins avancés et, par là, les dirigerait pas à pas dans l'action. L'expérience historique démontre pourtant que sans une organisation séparée, hautement sélectionnée, régie par une discipline révolutionnaire, cette avant-garde est elle-même incapable d'effectuer la concentration des forces, des énergies et des qualités nécessaires pour remplir sa tâche. C'est pourquoi elle a besoin de recourir à d'autres formes pour agir sur la classe ouvrière, pour l'éclairer et la conduire au combat. Vis à vis des syndicats, ces formes doivent être telles qu'elles assurent au parti son entière indépendance, sa liberté d'initiative et de mouvement et en même temps lui permettent d'agir sur les syndicats, de les diriger, sans compromettre leur caractère d'organismes unitaires pouvant formellement encadrer tout le prolétariat.

Pratiquement les rapports entre parti et syndicat se réalisent par la participation de ses membres à la vie du syndicat et par leur regroupement en fractions syndicales agissant à l'intérieur des syndicats

(1) Cette thèse détermine la position générale que nous adoptons sur l'unité syndicale dans le rapport actuel des forces entre confédérés et unitaires ; nous loutons pour la rentrée du courant révolutionnaire dans la C.G.T., et ce, par tous les moyens. Bien entendu, dans les cas particuliers, où le syndicat unitaire est encore relativement faibles, où le syndicat unitaire est encore numériquement plus fort que le syndicat confédéré correspondant, la tâche du syndiqué communiste n'est pas d'abandonner le syndicat unitaire. Il doit rester là où se trouve la masse la plus grande et y lutter pour l'unité syndicale sur les bases générales établies dans ces thèses.

fractions strictement liées et subordonnées au parti. Dans chaque syndicat, si petit soit-il, sur la base de l'usine ou sur une base territoriale, le parti doit, ou devrait avoir sa fraction syndicale, solidement organisée et chargée d'introduire et de faire triompher la politique indiquée par le parti.

Ces fractions doivent constituer un ensemble qui adhère à la structure du mouvement syndical auquel elles participent étant, au centre, reliées et dirigées par la commission syndicale centrale du parti.

La fraction syndicale se présente dans le syndicat selon les circonstances concrètes dans lesquelles elle se trouve. Si en se présentant avec sa physionomie propre à drapeau déployé elle risque d'être exclue du fait que le syndicat ne reconnaît pas à ses membres ou à une partie d'entre eux le droit de se constituer en fraction dans ce cas, ou dans des cas semblables, le parti, après avoir considéré la situation dans son ensemble, peut l'autoriser à se présenter de façon déguisée ou même faire intervenir ses membres non en tant qu'éléments groupés en fraction, mais comme simples adhérents du syndicat. En aucun cas, la fraction ne devra plier son drapeau dans le but de cacher aux ouvriers sa véritable identité. Elle devra encore moins se présenter avec un drapeau qui n'est pas le sien. Cette méthode qui, sous le prétexte de pouvoir mieux faire accepter ses propositions par les ouvriers syndiqués et récolter leurs suffrages peut, parfois, sembler la plus facile, fautive en réalité non seulement l'attitude que doivent avoir les fractions syndicales communistes vis à vis des ouvriers syndiqués, mais aussi l'attitude générale du parti vis-à-vis de toute la classe ouvrière. Le parti (la fraction syndicale n'est autre chose que le parti à l'intérieur des syndicats) peut être obligé par diverses circonstances d'agir illégalement parmi la classe ouvrière ou au sein de ses organisations élémentaires, mais jamais cette illégalité ne pourra être justifiée par la circonstance qu'il faut cacher le parti au prolétariat pour mieux amener celui-ci à en accepter le programme. Une telle conception est mortelle pour le parti, elle doit être repoussée.

Non seulement la fraction syndicale ne devra, sous prétexte de mieux gagner les ouvriers syndiqués à son programme et en récolter les suffrages, cacher aux syndiqués sa qualité réelle, mais au cas où elle est obligée d'agir illégalement vis à vis de la bureaucratie réformiste, ou stalinienne, ou réactionnaire, ou fasciste etc., elle devra trouver les moyens pour faire comprendre aux ouvriers que telle ou telle proposition faite ou à faire au sein du syndicat exprime l'avis de la fraction syndicale du parti.

A travers ses fractions syndicales le parti intervient dans le syndicat non comme un organisme étranger, mais comme une partie du syndicat lui-même ; les fractions syndicales ne se présenteront pas au sein des syndicats au nom du parti mais en leur nom propre, comme ensemble des syndiqués liés entre eux par leur conception politique commune. Leur tâche consiste à examiner, sous la directive du parti, tous les problèmes qui intéressent les syndicats en tant qu'organisations de toute la classe ouvrière et à leur soumettre les propositions qu'elles considèrent utiles pour le développement du syndicat et de son action contre l'exploitation de la bourgeoisie. La majorité des ouvriers syndiqués est libre d'accepter ou de refuser les propositions qui lui sont faites par la fraction communiste. Dans les deux cas, celle-ci se soumettra à la discipline du syndicat, sauf si le parti lui impose — pour des considérations dont la responsabilité lui incombe en entier — de briser une discipline formelle qui, à un moment donné pourrait entraver au lieu de faciliter l'action de classe du prolétariat. Les fractions du parti éviteront de poser au sein du syndicat des problèmes qui lui sont étrangers et qui sont spécifiques à d'autres organismes. Il serait ridicule, par exemple, d'appeler le syndicat à se prononcer pour tel ou tel courant ou fraction qui se manifesterait au sein du parti ou d'autres organisations. Poser dans son sein des problèmes semblables signifie détruire le syndicat en tant qu'organisation de masse et le transformer en une caricature du parti.

Au fur et à mesure que l'influence de la fraction syndicale du parti augmente, elle doit grouper autour d'elle, dans les formes qui seront données par l'expérience les syndiqués sympathisants. Jamais, pourtant, elle ne devra se fondre dans une fraction unique avec ces sympathisants, c'est-à-dire qu'elle ne devra jamais cesser d'être la fraction syndicale du parti, composée de membres du parti. Les formes de groupements des syndiqués sympathisants devront toujours être telles qu'elles permettent à la fraction syndicale du parti toute possibilité d'initiative et une indépendance complète.

Les considérations faites sur les fractions syndicales du parti, sur leurs rapports et leur attitude au sein des syndicats, s'appliquent entièrement aux fractions syndicales de la Ligue. Leur dénomination sera composée du titre et du sous-titre suivant :

Fraction syndicale communiste (bolchevique-léniniste).

Jusqu'à maintenant la Ligue a orienté son travail syndical exclusivement vers la C.G.T.U. C'était une orientation empirique déterminée à la fois par les liaisons concrètes existant entre les membres de la Ligue et le mouvement syndical unitaire et par la faiblesse relative de notre organisation. Un certain changement dans cette orientation a été apporté par la commission exécutive élargie du mois de janvier 1933 avec la décision de faire pénétrer dans les syndicats confédérés les militants qui habitaient dans des localités dépourvues de syndicats unitaires ou ceux-ci étaient extrêmement faibles par rapport aux syndicats confédérés. Aujourd'hui un tournant décisif doit être effectué. La Ligue doit organiser ses fractions syndicales au sein de tous les syndicats et particulièrement au sein de la C.G.T. Comme dans les autres domaines, le parti officiel inféodé à la fraction stalinienne, se démontre incapable de mener une politique réellement révolutionnaire sur le terrain syndical. Sur ce terrain également, la Ligue doit donc rompre nettement avec les staliens. Elle doit traduire sa lutte contre la théorie des syndicats « rouges » en action pratique. Elle doit se substituer au parti et devenir par sa clairvoyance politique et par son activité le centre de ralliement de toutes les forces révolutionnaires et l'instrument de la régénération du mouvement syndical en France.

L'AGITATION DES CONTRIBUABLES

(Suite de la page 3.)

ainsi, nous l'avons déjà dit, que le fascisme naît. Or, enrayé le fascisme signifie avant tout enrayer cette manœuvre de la grosse bourgeoisie qui tente de greffer son coup d'Etat réactionnaire sur la révolte des masses petites bourgeoises ; signifie faire passer les masses moyennes sous la direction de la classe ouvrière, par une politique de vie et d'action ; par des réalisations concrètes.

Il ne s'agit nullement, comme le prétend Blum ou Paul Faure, d'opposer simplement les solutions socialistes aux solutions capitalistes par le moyen de la propagande. En réalité, par cette voie on ne veut que cacher sa propre déroute devant le fascisme.

Il ne s'agit pas non plus d'emprunter les couleurs fascistes, comme le font les « socialistes » Déat, Montognon, Marquet, d'accord avec quelques « jeunes » radicaux, qui s'essayent dans les vieux habillements « jacobins » un

mouvement « populaire », « national », « républicain » et « anti-capitaliste ». En glissant au fil de cette eau on finit par aider à la formation du fascisme qui, lui-même, se présente comme « national » de « républicain » et « anti-capitaliste ».

Ce qu'il faut, c'est une politique active de la classe ouvrière. C'est seulement à l'aide de cette politique qu'on peut démontrer que si l'on est « au bord du gouffre », la faute en est au régime de production capitaliste, que la faute en est au régime de la propriété privée des moyens de production. Car, c'est ce qu'il faut, faire comprendre au petit paysan, à l'artisan, au petit commerçant, à ces millions de gens qui défendent leur « petite exploitation ». En se faisant les défenseurs acharnés de la propriété privée et de l'ordre fondé sur elle, ils se font en réalité les défenseurs du régime qui les dépouille et les assujettit du régime qui leur creuse la fosse. Il y a fort longtemps que la propriété privée des moyens de production de moyen qu'elle était, s'accélérait la marche de l'évolution sociale, en assurant à chaque producteur, artisan ou paysan, le fruit de son propre travail, la liberté s'est changée en son contraire, en moyen qui non seulement entrave tout développement ultérieur, mais pour se main-

tenir, entraîne la chute de la société tout entière, l'asservissement total des masses de la nation à un petit nombre de grands capitalistes. Mais ces vérités, on ne peut les faire comprendre aux paysans, aux artisans, aux petits commerçants, aux millions de « petites gens » qui luttent contre la mort, que par la voie de l'action et de la politique que la classe ouvrière est capable de suivre.

C'est une politique absolument anti-prolétarienne et par suite à rejeter celle qui tend à opposer la classe ouvrière aux classes moyennes. Ce qu'il faut, c'est de s'opposer à la conjonction des classes moyennes avec les meneurs du grand capital, qui cherchent à les dresser et à les armer contre la classe ouvrière. Et pour faire cela, la classe ouvrière doit montrer que la lutte qu'elle mène pour son affranchissement c'est la lutte pour l'affranchissement de toutes les masses exploitées de la nation, donc aussi pour l'affranchissement des paysans, des artisans, des petits producteurs. Pour cela la classe ouvrière doit accorder une grande attention aux besoins et revendications de ces couches sociales pour ne pas les jeter dans les bras du fascisme, mais au contraire pour faire d'eux ses propres alliés dans la lutte contre le capitalisme et le fascisme.

Akros.

On trouvera :

Unser Wort

journal bimensuel de la Section allemande de l'opposition internationale :

A Paris, à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers (10^e).
Kiosque, 7, boulevard St-Michel.
Kiosque, 22, boulevard St-Michel.
Kiosque, 15, place de la République (coin de la rue du Temple).
Kiosque, 101, boulevard Montparnasse.

Demandez le n° 10 qui vient de paraître.

SUR L.U.R.S.S.

L. TROTSKY

L'Economie Soviétique en danger 2 fr.
Signal d'Alarme (Le danger menace de plus près) 0 fr. 50
A la Vérité, 23, rue des Vinaigriers.
Compte chèque : Naville 1333-80, Paris.

IL FAUT LIRE :

Ouvrages de L. TROTSKY

Cours Nouveau (1923)	Fr. 3 50
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1925)	3 50
Les Problèmes de la Révolution Allemande (1931)	1 50
Et Maintenant ? (1932)	3 »
La Seule Voie (1932)	2 »
Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933)	0 50
Signal d'Alarme (la Situation en U.R.S.S.)	0 25
L'Economie Soviétique en danger	2 »
Les Problèmes de la Guerre Civile (1924)	1 50
La Révolution Défigurée	15 »
La Révolution Permanente	15 »
Histoire de la Révolution Russe (Tome I)	15 »
Ma Vie (3 vol.)	30 »
CH. RAKOVSKY, Problèmes de l'Economie de l'U.R.S.S.	Fr. 2 »
La Lutte de Classes, Année 1930	30 »
La Lutte de Classes, Année 1931	20 »
La Lutte de Classes, Année 1932	20 »

Adressez les commandes à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10^e).
Compte chèque-poste : Naville 1333-80, Paris.